

PRÉFET DE LA SOMME

Préfecture de la Somme
Direction des affaires juridiques et de l'administration locale
Bureau de l'administration générale et de l'utilité publique
Installations classées pour la protection de l'environnement
commune d'Ailly sur Noye
Société NORIAP

MISE EN DEMEURE

A R R Ê T É du 10 JAN. 2012

Le préfet de la région Picardie
Préfet de la Somme
Officier de la Légion d'Honneur
Officier dans l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les titres 1er des Livres V de ses parties législatives et réglementaires relatifs aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2009-176 du 16 février 2009, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 16 février 2009 nommant M. Michel DELPUECH, préfet de la région Picardie, préfet de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1er septembre 2010 portant délégation de signature de M. Christian RIGUET, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié par l'arrêté ministériel du 23 février 2007 relatif aux silos et aux installations de stockage de céréales, de graines, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables relevant du régime d'autorisation au titre de la rubrique 2160 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 décembre 2009 concernant les prescriptions relatives à la mise à jour de l'étude de dangers applicables à la SCA NORIAP pour son site d'AILLY SUR NOYE ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 16 novembre 2011 constatant l'inobservation des dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral susvisé, pour le site exploité par la société NORIAP à Ailly sur Noye ;

Considérant que l'exploitant n'a pas mis en place de clôture pour limiter l'accès du site à des personnes tierces, contrairement aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 et de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2009 ;

Considérant que ce point lui a été rappelé lors de notre précédente visite d'inspection le 11 mai 2010 ;

Considérant que la présence d'un supermarché à proximité du silo, desservi par la même route qui traverse ensuite le silo augmente notablement la probabilité que des personnes se trouvent sur le site ;

Considérant que l'étude de dangers a établi que ce silo est un silo à enjeux très importants dont les zones d'effets en cas d'explosion impactent en particulier la route citée ci-dessus ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la SOMME ;

A R R Ê T E

Article 1er :

La société NORIAP est mise en demeure de mettre en conformité les installations exploitées sur la commune d'Ailly sur Noye, dans un délai de 9 mois, avec les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 décembre 2009 et en particulier :

"Sans préjudice de réglementations spécifiques, toutes dispositions doivent être prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès aux installations (clôture, panneaux d'interdiction de pénétrer, etc.).

Les dispositifs doivent permettre l'intervention des services d'incendie et de secours et l'évacuation rapide du personnel."

Les délais s'entendent à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 :

En cas d'inobservation des dispositions ci-dessus les sanctions prévues à l'article L 514.1 du code de l'environnement pourront être appliquées sans préjudice de sanctions pénales.

Article 3 :

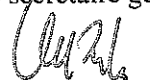
Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré devant le tribunal administratif d'AMIENS dans un délai de deux mois à compter de la date de notification, conformément aux conditions prévues à l'article L. 514.6 du code de l'environnement.

Article 4 :

Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Montdidier, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie, l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société NORIAP et dont une copie sera adressée au maire d'Ailly sur Noye.

Amiens, le 10 JAN. 2012
Pour le préfet et par délégation :
Le secrétaire général,



Christian RIGUET